



A l'appel des fédérations de la Fonction publique et  
de l'Education nationale

## Le 20 novembre, la grève s'impose !

**D**epuis son accession à la Présidence, Nicolas Sarkozy occupe l'espace médiatique et allie dans son discours démagogie et confusion. Pourtant, pour l'immense majorité des salariés, privés d'emploi et retraités, cette stratégie ne peut masquer la réalité des effets désastreux de sa politique économique et sociale.

☞ Pour les fonctionnaires des services publics en général et de l'éducation en particulier, le "Travailler plus pour gagner plus" se réduit au "Travailler plus" !

### Rémunérations

Nous subissons une perte de pouvoir d'achat de 6,5 % depuis janvier 2000, mais le ministre refuse toute ouverture de négociation salariale. Il se limite à des mesures catégorielles ponctuelles qui concernent moins de 2 % des personnels.

*Le fond comme la forme sont inacceptables !*

### Précarité

Les suppressions répétées d'emplois ferment toute perspective de titularisation pour des milliers de précaires.

Le CDI ne concerne qu'une infime partie d'entre eux -et ne garantit pas le réemploi !-. Il n'est donc pas la bonne réponse.

*Seul un plan de titularisation sans condition de nationalité et avec une réelle formation - ce que le gouvernement rejette aujourd'hui - en serait la solution.*

### Dans le système éducatif

Au nom du dogme du non remplacement de tous les départs en retraite, de nouvelles suppressions sont prévues au budget 2008 : 11 200 dans l'Education, 22 900 dans la Fonction publique.

*Un emploi sur trois cette année, un sur deux d'ici la fin du mandat présidentiel, des recrutements en chute libre.*

### Carte scolaire...

Pour N. Sarkozy, elle serait « l'instrument de la ségrégation ». Pourtant, ce sont bien les politiques de l'emploi, de la ville et du logement qui accroissent les écarts entre groupes sociaux et concentrent la pauvreté dans les quartiers où les inégalités imprègnent l'école, dès la maternelle.

*Supprimer la carte scolaire, c'est réduire encore la mixité sociale, c'est renforcer la hiérarchisation des établissements et accentuer la ghettoïsation des plus démunis.*

### ... et fin du collège unique

Le libre choix de l'école va de pair avec la mise en place d'un collège à deux vitesses. Un collège élitiste, souvent de centre ville, où le socle commun sera un tremplin vers un "bon" lycée et des études longues, et un collège de la périphérie concentrant toutes les difficultés pour les élèves et pour les enseignants. Ces élèves cantonnés au savoir minimum avec pour seul débouché une voie professionnelle dévalorisée, plus que jamais conçue comme seule remédiateur aux difficultés sociales et à l'échec scolaire.

*Education prioritaire, fin de l'école le samedi, études surveillées, report de la réforme STI, généralisation du bac pro 3 ans..., autant de sujets d'inquiétude pour les personnels.*

**L'école de la République attachée aux principes d'égalité, de laïcité, de mixité et de réussite pour tous, aurait-elle vécu ?**

## Métier d'enseignant

Les luttes de l'an dernier ont conduit à l'ouverture de discussions sur le métier d'enseignant. Le constat de la dégradation, de la complexification, de l'intensification du travail n'est plus à démontrer, mais le ministre cherche à botter en touche.

Nous ne sommes dupes ni des objectifs poursuivis : remodeler le métier dans le sens de plus de flexibilité, de polyvalence, d'obligation de résultats, l'enseignant devenant évaluateur plus que concepteur de son enseignement..., ni du cadre borné par les contraintes budgétaires.

*Quelle place, alors, pour des avancées collectives en termes de conditions de travail et de carrière..., sinon celles que nous imposerons ?*

## Retraites

En mettant au devant de la scène les régimes spéciaux de retraites et en procédant par ultimatum, le Président tente de diviser les salariés, escomptant le soutien de l'opinion publique.

Le gouvernement reporte à 2008 le réexamen de l'ensemble du dossier "retraites" pour égaliser tout le monde, public et privé, à 41 ans puis à 42..., avec à la clef, une baisse générale du niveau des pensions.

Les mesures de 1993 et de 2003 n'ont rien réglé. Il faut exiger d'autres contenus de négociation.

*Pour la CGT, être attaché à l'égalité des salariés, ce n'est pas cautionner un alignement par le bas de leurs droits.*

## La réalité aujourd'hui :

- ➔ Des budgets sociaux étranglés : avec les franchises médicales, aux malades de payer !
- ➔ Des cadeaux fiscaux : 15 milliards pour les plus favorisés !
- ➔ La poursuite de subventions aux entreprises, sans contrepartie pour l'emploi et les conditions de travail !

*Le principe de solidarité, fondement de la Fonction Publique, des services publics, de la sécurité sociale, l'une des bases du programme du Conseil National de la Résistance est décidément mis à mal...*

## Tout n'est pas permis !

*C'est ce que nous dirons, ensemble :*

- par une participation massive à la grève du 20 novembre,
- par un renforcement de la syndicalisation, clef d'un rapport de forces plus favorable aux revendications des salariés.



Tract 20.11.07

*A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous*

Je souhaite :  me syndiquer  prendre contact

Nom.....Prénom.....

Adresse personnelle.....

Code postal.....Commune.....

Grade ou corps.....Discipline.....

Ecole ou établissement.....

Code postal.....Commune.....

Tél.....Mél.....

UNSEN-CGT - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil cedex - Tél. : 01 48 18 81 47 - Mél : unsen@ferc.cgt.fr